

CONFÉRENCE DE PRESSE DU 25 SEPTEMBRE 2020

La France insoumise 65 tiendra **sa 2ème convention départementale le samedi 03 octobre à la salle des fêtes de Bazillac dès 9 h le matin**. Cette assemblée est ouverte à tout.e.s les insoumis.e.s et à tout.e.s celles et ceux qui se retrouvent dans le programme « l'Avenir en commun » mais aussi à celles et ceux qui veulent le découvrir.

LFI 65 est né en 2017 par la volonté des groupes d'action du département de fonctionner en coordination pour dynamiser les initiatives et travailler collectivement.

La méthode pour animer cette journée sera ainsi résolument participative et inclusive : chacun pourra proposer ses contributions, exprimer son point de vue pour rendre le mouvement encore plus efficace, encore plus pertinent aussi bien à l'échelon local que national.

La matinée sera dédiée à la réflexion en petit groupe pour améliorer notre fonctionnement interne local (rôle de la coordination, articulation avec les groupes d'action...).

A midi, nous prendrons un repas ensemble.

L'après-midi sera consacrée, pour une part, aux élections départementales et régionales de mars 2021 avec une discussion sur la base du texte national validé par les insoumis.es et l'appel régional pour une fédération populaire en Occitanie. Ces échéances nécessitent de s'interroger sur la pertinence d'un rassemblement pour des causes communes dans le but de faire échec au plus gros parti des élections qu'est l'abstention.

L'appel «Rassemblons-nous pour des causes communes » sous forme de texte pétitionnaire, peut être signé par les citoyen.ne.s sur la plateforme :

<https://lafranceinsoumise.fr/2020/09/24/la-dynamique-pour-une-occitanie-populaire-est-lancee/>

Et d'autre part, nous avons invité des actrices et acteurs des luttes sociales et écologiques locales à venir témoigner.

Ainsi, nous souhaitons faire de cette journée du 3 octobre à Bazillac un moment convivial et studieux où les citoyens et les citoyennes sont invités à participer.

2^{ème} CONVENTION DÉPARTEMENTALE Samedi 3 octobre 2020

A partir de 9h: accueil thé, café...

Remise de documents / dossier chemise/ badges...:

- livret accueil
- charte des groupes d'action
- principes FI
- texte national validé par la FI pour élections départementales et régionales
- appel régional pour une fédération populaire en Occitanie validé par les insoumis.e.s de 13 départements le 20 septembre.

A) Fonctionnement FI 65

9h30-10h:

Bienvenue et remerciements à tous les insoumis.e.s qui ont pris de leur temps pour venir échanger et participer à notre deuxième convention départementale. Présentation du déroulé et du fonctionnement de la journée.

1- Présentation orale de comment fonctionne la FI 65

10h-11h30

2- Travail en petits groupes avec les documents remis et la question :

Comment voyez-vous le fonctionnement FI65? Quelles améliorations , propositions ?

11h30-13h00

3- Retour en grand groupe : socialisation des propositions des groupes

13h-14h: Repas partagé

B) Elections départementales et régionales

14h-15h00

discussion sur la base du texte national validé par les insoumis.es et l'appel régional pour une fédération populaire en Occitanie.

A partir de 15h00

Table ronde des associations, organisations politiques, syndicales invitées.

Remerciements , présentation de chaque association , organisation.

Voir les causes communes existantes et mettre en perspective celles qui pourraient nous rassembler.
Débat avec l'assemblée.

18h : Fin de la convention et rdv à notre prochaine réunion.

Élections régionales et départementales 2021

Conformément [au texte stratégique](#) soumis à contributions et adopté par les insoumis·es pour les régionales et départementales de 2021, La France insoumise **appelle à des programmes communs** lors des prochaines élections.

Au service du peuple et non des partis, il s'agit donc de mettre en place, dans un cadre national, des coalitions identifiées par un label, représentatives dans la composition des listes et le choix des têtes de listes de la diversité de celles et ceux qui les soutiennent pour mettre en œuvre des programmes de rupture sociale, écologique et démocratique dans les départements et régions du pays.

Retrouvez sur cette page, régulièrement mise à jour, des fiches pratiques, informations, vidéos et outils indispensables.

EN OCCITANIE

Samedi 20 septembre, une rencontre régionale organisée en lien avec le [Comité électoral](#) a réuni **plus de 150 insoumis·es prêt·es à lancer la dynamique pour les régionales de mars 2021 en Occitanie**.

Plus de 150 personnes ont débattu pour une Occitanie populaire

Des élu·es de la France insoumise, des militant·es venu·es des treize départements de la région — Ariège (09) Aude (11) Aveyron (12) Gard (30) Haute-Garonne (31) Gers (32) Hérault (34) Lot (46) Lozère (48) Hautes-Pyrénées (65) Pyrénées-Orientales (66) Tarn (81) Tarn-et-Garonne (82) — ont discuté **dans la convivialité et le respect des règles sanitaires**.

Autour des tables, la discussion s'est ouverte sur un **appel pour une fédération populaire en Occitanie**. À qui l'adresser ? Quelles sont les causes communes que nous voulons défendre ? Quels sont les enjeux des élections départementales et des régionales ?

Chacun·e a apporté son expérience, ses idées pour élaborer un texte à faire signer à toutes celles et ceux qui partagent **nos combats au quotidien**.

Un débat avec les acteurs et actrices des luttes sociales et écologiques régionales

Durant la rencontre, des **actrices et acteurs des luttes sociales et écologiques en Occitanie** sont venu·es témoigner.

Des militant·es de Balancetonport contre l'extension du port de Port-la-Nouvelle, dans l'Aude, du Collectif StopTerra 2 dans le Tarn, des syndicalistes de l'aéronautique, et de l'Office des forêts ont pris la parole témoignant ainsi des résistances de notre région.

Déjà des centaines de signatures pour notre appel

À l'issue de cette rencontre, un appel pour une Occitanie populaire a été rédigé.

Nous vous invitons à prendre connaissance de cet appel et à le partager et faire signer largement autour de vous :

appel pour une fédération populaire en Occitanie

Rassemblons-nous pour des causes communes

La pandémie de COVID19 est venue frapper une société déjà durement affectée par les inégalités sociales et l'affaiblissement des services publics, notamment dans la santé. L'urgence écologique, de plus en plus criante, se manifeste chaque jour sous nos yeux. Elle s'ajoute à une crise démocratique qui s'exprime par l'abstention et qu'a rappelé, à sa manière, le mouvement des gilets jaunes.

Pourtant le monde d'après semble perpétuer le monde d'avant. Ceux qui ont œuvré à la vie sociale de notre pays ont payé le plus lourd tribut. Les soignants tant applaudis ont du se contenter des miettes du Segur de la Santé. Le chômage et la précarité explosent alors que les profiteurs de la crise ne sont pas mis à contribution. Rien n'est fait sérieusement pour faire face à l'urgence climatique.

En mars 2021 auront lieu les élections régionales et départementales. Elles sont une opportunité pour faire face à l'urgence sociale et pour planifier les grandes bifurcations écologiques aujourd'hui indispensables.

Notre démarche s'inscrit nécessairement en opposition à la politique du Gouvernement. Elle vise aussi à bâtir une alternative à la politique menée aujourd'hui par le Conseil Régional d'Occitanie. En son sein, certains d'entre nous ont initié et obtenu des mesures comme la gratuité des équipements pour les lycées et apprentis ou le fait de déclarer la Région « hors CETA » et « hors Tafta » (accords de libre-échange avec le Canada et les Etats-Unis) ». Mais nous ne pouvons accepter l'ensemble des décisions.

Ainsi, comment cautionner le choix fait en 2017 d'augmenter le temps de travail des agents régionaux sans hausse de salaire ? Comment comprendre le refus d'introduire de véritables contreparties sociales et écologiques aux aides publiques dispensées par la région ? Comment partager le soutien à des projets ruineux et désastreux pour l'environnement, comme l'extension du port de Port-La-Nouvelle, la gare de la Mogère à Montpellier ou la mise en place de l'autoroute privatisée Castres-Toulouse ? Comment admettre la passivité de l'institution régionale face à la crise sociale qui frappe durement notre région, en particulier dans le domaine aéronautique ? Une rupture est nécessaire.

Par cet appel nous décidons de porter en Occitanie des causes communes :

- La mise en place d'un bouclier social et sanitaire : sauver les emplois d'aujourd'hui en conditionnant les aides publiques dispensées par la région aux entreprises et aux associations, et préparer ceux de demain par la formation professionnelle et la diversification des activités ; œuvrer à la gratuité de services essentiels comme les masques, les transports et les cantines scolaires ; agir pour l'égalité entre les territoires par le déploiement des services publics de proximité, en particulier dans la ruralité et les quartiers populaires ; favoriser la relocalisation d'activités économiques et l'essor de l'économie sociale et solidaire.
- La bifurcation écologique : stopper l'artificialisation des terres agricoles et les grands projets inutiles et imposés ; donner la priorité au transport collectif en créant et en développant les lignes d'intérêt local avec une politique tarifaire attractive ; inciter au développement des mobilités

douces; lancer un véritable plan de relance pour la transition énergétique et un plan pour le fret ferroviaire et fluvial ; développer une agriculture paysanne créatrice d'emplois, respectueuse des êtres humains, de la biodiversité et du bien être animal ; favoriser l'économie circulaire et les circuits courts, en particulier en alimentant les cantines scolaires en produits locaux et bio ; promouvoir un tourisme raisonné.

- La rénovation démocratique au service de l'intérêt général : s'appuyer sur l'implication citoyenne et la souveraineté populaire avec l'outil du référendum d'initiative citoyenne locale, y compris révocatoire, et les budgets participatifs ; démocratiser le fonctionnement de l'Assemblée régionale ; veiller à l'égalité femme/homme et à la participation des jeunes ; encourager la gestion publique, citoyenne et écologique de l'eau et des biens communs ; développer une politique culturelle accessible à tou.tes ; stopper la soumission des associations aux critères du marché.

Nous voulons porter une autre ambition pour notre région. Nous voulons le faire avec les citoyennes et les citoyens engagés dans les combats écologiques, sociaux et démocratiques, avec les gilets jaunes, les membres des associations, ONGs, syndicats et avec les forces politiques qui partagent ces objectifs avec l'ambition de les rendre majoritaires en mars prochain. Fédérons-nous !

Les 100 premiers signataires: